

J14 à Tel-Aviv

Des Indignés pas tout à fait comme les autres ?

Sylvaine BULLE

Les revendications des Indignés sont-elles les mêmes d'un pays à l'autre ou se distinguent-elles par un style propre à chaque mouvement ? Pour Sylvaine Bulle, le mouvement J14 en Israël doit être compris comme une critique de l'État d'exception.

L'irruption de la révolte en Israël marque un tournant dans la politique. Le mouvement J.14¹, appelé également « mouvement pour la justice sociale » ou encore « mouvement des tentes », fait suite à une longue période d'apathie et de sidération en Israël. Par sa fulgurance et sa rapidité de dissémination, il a surpris la classe politique, du gouvernement à la gauche travailliste au bloc pour la paix. Il a pris de court les institutions militaires et les partis religieux. Il est, parmi les mouvements de révolte mondiale, l'un des plus marquants et des plus actifs.

La crise immobilière et l'augmentation du coût de la vie qui touche toutes les franges de la population sont les motifs initiateurs de la révolte. Un premier campement fut installé en juin dernier, boulevard Rothschild à Tel-Aviv à l'initiative de jeunes riverains, confrontés à la spéculation immobilière. Cette occupation, sur les lieux où David Ben Gurion avait déclaré l'établissement d'un État juif et démocratique, amorça un vaste mouvement d'occupation. En juillet 2011, 90 campements avaient surgi dans le pays, suivis par une vague de manifestations. La plus importante réunit en septembre plus de 500 000 personnes à travers le pays (puis 2,5 millions le 29 octobre) pour protester contre les augmentations de loyers, l'absence de logements, les politiques économiques, les coupes budgétaires et la flexibilité du marché du travail. Surpris par la force du mouvement, le Premier ministre Benyamin Netanyahou proposa une série de mesures préconisées par une commission d'experts présidée

¹ Le mouvement a commencé le 14 juillet 2011 à Tel Aviv, d'où son nom. Voir le site J14 en hébreu (j14.org.il).

par Manuel Trajbenberg². Mais les propositions gouvernementales ne désarmèrent pas le mouvement. Si, à l'automne, les campements de la révolte avaient quasiment disparu³, l'assemblée populaire, symbole de l'occupation permanente, est désormais le cœur du mouvement.

Protester, occuper, délibérer. De prime abord, J14 évoque les mouvements d'Indignés Européens (99%, M15 en Espagne, Occupy London) ou Américains (Occupy Wall Street). On y trouve la même critique radicale du libéralisme économique ou de la libéralisation des États. À l'image des révoltes mondiales mais également arabes, J14 expérimente une stylistique émeutière singulière : l'occupation des espaces publics par les campements, la démultiplication de micromouvements par les réseaux sociaux qui confèrent au mouvement sa dimension événementielle et sa force de démultiplication. J14 a des revendications spécifiques qui tiennent au contexte israélien, dans lequel l'État patriotique (l'attachement à la nation israélienne et la souveraineté nationale) occupe une place singulière.

Une révolte sociale sioniste

Comme dans le cas des démocraties contestataires espagnole, américaine, européenne, J14 affirme une critique radicale de l'État, celui-ci étant devenu indissociable de la raison économique néo-libérale⁴. Le collectif établit clairement le lien entre capitalisme et crise des institutions. La souveraineté néolibérale israélienne se traduit par l'alliance ou la soumission du gouvernement Netanyahou aux oligarchies israéliennes, plus respectées par le gouvernement actuel que les « piliers » de l'État comme les autorités militaires. Le collectif dénonce la corruption, la prédation des ressources par les huit « tycoons », les huit familles les plus riches et détenant les principaux actifs du pays (les secteurs du gaz, des médias, de l'immobilier ou de la finance). Contre l'alliance entre l'Etat et le capitalisme, « le peuple veut un nouvel État d'Israël : celui basé sur la justice sociale »⁵.

² Manuel Trajbenberg est un économiste israélien sans affiliation politique et respecté par le champ universitaire. À l'issue des travaux demandés par le gouvernement, la commission préconisa la construction accélérée de 2,5 millions de logements et le contrôle des loyers, mais également l'éducation gratuite dès l'âge de 3 ans. La commission recommanda aussi d'augmenter les taxes sur le capital.

³ À l'exception de quelques campements de mal-logés dans la banlieue de Tel-Aviv. Le campement de Rothschild a été évacué le 14 septembre, malgré l'autorisation de rester sur place donnée aux occupants par le maire de Tel-Aviv.

⁴ Voir Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2009.

⁵ Expression présentée en tête du manifeste de J14 (en hébreu).

À l'image des autres mouvements, le collectif rassemble des forces hétérogènes, individuelles s'agréant dans une communauté de révolte. Les contestataires viennent de différents horizons : jeunes, étudiants sans passé politique, officiers ou *refuznik* (officiers refusant de servir dans les Territoires Palestiniens), pères et mères de famille, travailleurs, ou cadres en perte de pouvoir d'achat, juifs européens ou orientaux, laïcs ou ultra orthodoxes. J14 et l'assemblée apparaissent de ce point de vue comme l'envers de « l'empire »⁶, si l'on reprend la terminologie de Michael Hardt et Antonio Negri, des oligarchies appelées « tycoons » qui détiennent les plus grandes fortunes d'Israël (finances, presses, services publics)⁷. Ils apparaissent également comme l'envers d'un modèle de cité politique construit à travers les fonctions unificatrices de l'État remplies par l'armée, le sentiment national, la souveraineté politique.

Ici apparaît une première particularité du mouvement J14 : la critique politique porte sur l'exercice de la souveraineté nationale. On sait que la prédominance de la souveraineté extérieure pèse dans les choix nationaux puisqu'une grande partie du budget de l'État Israélien est dédiée à la sécurité et à l'armée, notamment pour les interventions et la surveillance des Territoires Palestiniens, ainsi que la défense des implantations. Plus substantiellement, l'importance accordée à la sécurité nationale dessine l'idée maîtresse d'une communauté humaine unie par son destin, ordonnée autour d'un État protecteur de la patrie face à l'ennemi extérieur. Cette prédominance de la menace accentuée par les récentes guerres (de Gaza et du Liban) et la gestion des Territoires Palestiniens occupe les esprits depuis cinq décennies. Elle s'inscrit dans des lois, des institutions au détriment des fonctions de solidarité intérieure et a contribué à anesthésier la politique. Le mouvement dit son refus de voir accaparer la démocratie par la question géopolitique et en particulier par la « situation », terme qui, en Israël, désigne le problème palestinien ou la question israélo-arabe.

« Nous sommes tous des occupés » affirment des slogans de J14, signifiant que la politique israélienne crée des murs : non pas seulement entre Israéliens et Palestiniens, mais entre les Israéliens eux-mêmes. Au fond, pour reprendre les paroles d'un participant, il s'agit de restaurer la sécurité sociale au détriment de la sécurité nationale, de réveiller le peuple et de faire que les préoccupations économiques, ordinaires redeviennent une chose publique. Au

⁶ Michael Hardt et Antonio Negri : *Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004

⁷ Le terme « tycoon » joue de la proximité et de l'ambiguïté avec le terme « Tiquin » (mouvement anarchiste) et l'expression « Tikoun Olam » (fondement social de la spiritualité dans le judaïsme).

sein de ce mouvement, il est donc question de la sortie de l'État d'exception⁸, autrement dit d'un État et d'un peuple qui ne soient pas asservis à la souveraineté militaire, tout comme à l'irruption des intérêts religieux⁹. La question palestinienne a du reste été très vite écartée par le mouvement, que ce soit dans les campements ou les assemblées. Cette disjonction cognitive et émotionnelle entre problème palestinien et justice sociale est perçue comme la force du mouvement. D'autant que le « *Big quiet* », expression du Premier Ministre Netanyahu pour qualifier la politique actuelle israélienne, c'est-à-dire le « ni guerre, ni paix » obtenu depuis la construction d'une frontière unilatérale avec les Territoires Palestiniens, satisfait une grande partie de l'opinion israélienne.

« Le peuple exige la justice » (*Haa'm Doresh tzedek hevra*) scandent les acteurs du mouvement. Le succès des manifestations « du peuple » de septembre et d'octobre tient à ce recadrage de la politique que la critique antisioniste ou le bloc pour la paix avaient longtemps voilé. Le collectif occupant reproche au bloc pour la paix et aux organisations non gouvernementales pro-palestiniennes¹⁰ d'avoir occulté les enjeux de justice sociale. D'autant que les partis d'opposition, de la gauche travailliste au bloc pour la paix, ne semblent plus en mesure de s'opposer aux décisions prises au nom de la souveraineté militaire et nationale ; ni de fournir une alternative crédible à la gouvernance néo-libérale de l'État.

On aurait donc tort d'assimiler la révolte israélienne à un mouvement anti-sioniste, pro-palestinien ou même anti-colonial. J14 et son assemblée populaire est un mouvement *shabri* national pour lequel la justice sociale est le cœur du débat. Les acteurs du mouvement cherchent à travailler la société de son intérieur et à rétablir la politique à partir de l'expression de toutes ses parties. Son assemblée donne une place à toutes les formes de subjectivité sans égaliser ou réduire les points de vue.

Une lutte sociale et non culturelle

Comme dans le cas des *Indignados* espagnols, l'assemblée du peuple est l'organe vivant du mouvement. Elle est une sphère publique alternative et ouverte dans laquelle sont expérimentés d'autres modèles de démocratie basés sur la délibération. Mais une seconde

⁸ On peut rapprocher la politique israélienne de la conception schmittienne de la souveraineté basée sur la décision et non la délibération, la distinction entre ami et ennemi et la fonction délimitative et protectrice du Nomos.

⁹ Les groupes de pression religieux ont de plus en plus de pouvoir dans les instances de décision et d'investissement (comme les concessions de service public, les sociétés privées ou mixtes immobilières).

¹⁰ Par exemple Shalom Arshav, Tayyush, B'tselem.

spécificité du mouvement de révolte israélien tient à la dimension culturelle voire religieuse de la question sociale, telle qu'elle s'exprime au sein de l'assemblée. En Israël, les différenciations sociales renvoient à des déterminations ethniques. Les *mizharim* (Juifs orientaux) souvent moins favorisés économiquement que les *azkhenazim* (Européens) se considèrent comme discriminés. De même, les Arabes israéliens ne se reconnaissent pas dans la démocratie représentative où les politiques nationales donnent la priorité aux Juifs sur les non-Juifs. Différentes luttes minoritaires ont configuré l'espace militant israélien, dans la période qui a suivi la création de l'État d'Israël. Il s'agit des mouvements féministes juifs ou arabes, ceux qui concernent les Arabes israéliens et, plus récemment, des premiers mouvements d'aide aux minorités migrantes invisibles dans l'espace national (comme le cas des migrants asiatiques). Ces différentes luttes pour la reconnaissance culturelle et ethnique sont l'expression d'une citoyenneté nationale contrastée au sein de l'ethno-démocratie israélienne.

La question culturelle entre en compte dans l'assemblée du peuple de J14. Elle complique la conception de la démocratie directe, mais ne la domine pas. Aussi, de même que l'on aurait tort d'assimiler la révolte israélienne à une révolte anti-sioniste, elle ne peut davantage être assimilée à une lutte subalterniste. J14 apparaît plutôt comme un mouvement de dé-ségrégation sociale et politique qui subsume les différences culturelles. Son assemblée du peuple ne consiste pas à consolider les segments multiculturels de la société, comme l'exigeraient les luttes subalternistes, mais au contraire à briser des frontières profondément installées entre les communautés. La priorité donnée à la question sociale sur la question culturelle renvoie du reste à des composantes anthropologiques et morales israéliennes que l'on peut trouver au fondement du sionisme. Mais les valeurs de la solidarité et du contrat social qui dessinaient l'État-nation initial se sont transformées au profit d'une société multiculturelle basée sur les droits nationaux, certes, mais marquée par le séparatisme social.

À cet égard, il n'est pas anodin que les citoyens périphériques issus des villes les plus pauvres (Ashdod, Afula, Be'er Sheva) aient rejoint le mouvement de révolte, en particulier les citoyens *mizharim*. Ils sont en effet en attente d'une redéfinition de la justice sociale qui était au fondement de l'État social, et d'une reformulation de la démocratie. La communauté de révolte apparaît à bien des égards pour eux comme le seul cadre démocratique actuel. En rejoignant l'assemblée du peuple, ils adressent une critique aux partis populistes de droite détenant le monopole du discours sur la Nation sioniste (parti du Likoud) ou aux partis les

représentant (comme Chass). De même, la revendication d'égalité sociale des Arabes israéliens occupe plus ou moins silencieusement le mouvement, bien que les Arabes israéliens soient assez minoritaires dans l'assemblée, alors qu'ils avaient rejoint les campements de Tel-Aviv.

Dans tous les cas, si le mouvement permet incontestablement l'expression des différences culturelles et ethniques (dans le cas des Juifs orientaux ou des Arabes), la question ethnique et culturelle se trouve au coeur de questions économiques plus larges relevant de la méta-critique. La ségrégation spatiale et sociale et l'abandon des politiques publiques dans l'habitat¹¹, la santé et l'éducation touchent aussi bien les citoyens *mizharim* ou discriminés en raison de leur origine que la classe moyenne. L'assemblée du peuple consiste donc à demander justice à partir de points de vue différents forgés par des épreuves qui s'expriment dans l'espace intime et proche : en particulier l'absence de logement, mais également l'exclusion, la perte d'emploi.

La résurgence d'un espace civique

À travers l'expression des inégalités culturelles, c'est l'État libéral qui est contesté pour avoir abandonné la sphère civique et les grammaires nationales de la solidarité et pour avoir segmenté les composantes sociales et culturelles. En faisant de l'économie un problème public et de la justice un bien commun, la démocratie contestataire réinvestit un espace civil laissé vacant par le gouvernement et les partis politiques. La question religieuse est à cet égard une composante symbolique qui entre dans l'espace de la contestation et permet d'élargir la critique. Des personnalités religieuses *haredim* (ultra-orthodoxes)¹² ont pris place dans l'assemblée du peuple, majoritairement laïque. Pour les religieux, l'assemblée constituante de J14 apparaît comme une modalité de refondation de la sphère publique et de la politique. L'engagement des ultra-orthodoxes, tout comme celui de certains *breslev* (juifs modernistes) sont destinés à reformuler le contrat social et la solidarité qui sont aux sources du sionisme. S'appuyant sur une argumentation éthique, ils dénoncent dans certains cas la participation des religieux aux compagnies financières ou à la libéralisation de l'État. La pluralité culturelle est acceptée par les parties du mouvement, y compris par les citoyens arabes. Car le propre du mouvement est de contribuer à démarginaliser les minorités ou les

¹¹ Les familles sans toit seraient au nombre de 80 000 selon les estimations de la coordination nationale de l'assemblée de J14 en octobre 2011.

¹² On y trouve notamment des personnalités comme Adina Bar Shalom la fille du grand rabbin Ovadia Youssef de la communauté sépharade et responsable de Chass (parti pro-gouvernemental ultra-orthodoxe).

composantes spécifiques de la société israélienne, autrement dit, à retisser les liens dans la communauté nationale tout en rétablissant la priorité du social sur le culturel et le religieux.

Ainsi la révolte israélienne se situe bien au-delà des luttes catégorielles post-coloniales, anti-sionistes ou pacifistes. Elle semble caractériser une nouvelle temporalité de la démocratie qui se découvre dans le retrait du politique et dans un espace démocratique à investir¹³. Elle effectue une refondation de la critique autour de la dénonciation de l'économie politique du pays. Elle érige l'assemblée du peuple comme un parlement des individus émergeant de toute part. Elle fait se rapprocher les parts et les « sans parts » de la société et au sein d'une nouvelle vision du bien commun : non plus l'État-nation, mais la justice nationale. L'expérimentation d'une culture politique nouvelle puise par moments certaines de ces références dans le mouvement de la libre association anarchiste, utopiste, situationniste ou encore au sein des pionniers sionistes. L'*aesthesis* de la révolte passe également par l'utilisation de visuels, d'objets, d'une sémantique (y compris celle de la Torah), couplée à la critique sociale.

Démocratie réelle, retour des classes ou peuple révolutionnaire ?

Comme dans les cas des autres mouvements mondiaux (99%, Indignados, OWS), il peut être difficile de distinguer entre des grammaires réformistes ou radicales de la contestation. Au cœur de ces mouvements, on trouve le même rejet des formes politiques classiques, c'est-à-dire de la démocratie représentative, la même volonté de restauration du peuple, le même refus des frontières entre militantisme et citoyenneté. J14 en particulier trace une ligne de démarcation entre démocratie directe et représentative, entre gestion étatique et auto-transformation de la société. En demandant l'abolition des privilèges, la fin de l'économie de la prédation¹⁴, le principe d'égalité des citoyens et le contrôle de l'utilisation des ressources, la révolte introduit une exigence de type révolutionnaire qui n'exclut plus la violence et met à l'épreuve les institutions ou les « tycoons » alliés à l'État. De même, les récits des souffrances individuelles, autrement dit des épreuves existentielles¹⁵, font partie du format de révolte tendu vers l'émancipation politique. Basée sur le dévoilement d'un état du monde que refusent de voir les partis politiques, la critique semble peu propice à la

¹³ Claude Lefort, *Essais sur le politique : XIXe et XXe siècles*, Paris Seuil, 1986.

¹⁴ La thèse du complot contre l'État maintes fois déroulée par la presse israélienne au cours de l'été conforte la dimension radicale du mouvement.

¹⁵ Sur le rôle de la critique et les épreuves existentielles, voir Luc Boltanski, *De la critique*, Paris, Gallimard, 2009.

négociation réformiste. Enfin, l'abandon des protestations routinisées, comme les manifestations pro-palestiniennes qui ont occupé l'espace public durant de longues années, atteste de la dimension radicale du mouvement.

Pour toutes ces raisons, la révolte s'apparente à une méta-critique, en dehors de l'ordre social, peu compatible avec la démocratie parlementaire. Mais, dans le même temps, les grammaires plurielles de la contestation ne sont pas exclusivement celles du renversement de l'État par le « peuple » révolutionnaire. Ainsi, le processus démocratique et émancipateur peut apparaître par moments comme étant tourné vers l'organisation d'un espace civique où convergent différentes sphères culturelles. On pourrait encore évoquer l'hypothèse d'une « multitude » d'individus unis par la même ontologie de la précarité au sein de l'Empire postmoderne. Enfin, on pourrait émettre l'hypothèse d'un retour des classes sociales, J14 étant la transposition d'un ordre social réel où des déterminations économiques, sociales, raciales, religieuses se combinent. Le mouvement pourrait alors chercher à infléchir les déterminants de la structuration sociale, à influencer sur le retour d'un certain État social, défendant des principes de justice distributive et de solidarité qui sont celles du contrat social.

Révolutionnaire, utopique, multitudinaire, l'expérimentation de cette démocratie pourra-t-elle exister en dehors de l'ordre politico-institutionnel et parvenir à se maintenir comme ontologie d'un monde commun ? Débordant et exubérant dans ses premiers moments, le mouvement israélien semble aujourd'hui mû par le principe de réalisme. Il semble assez puissant pour se protéger du cynisme et des perturbations du champ médiatique, des forces gouvernementales et de l'espace politique existant. Mais il doit parvenir réellement à inventer des institutions critiques ou politiques. Toute la question est donc maintenant de savoir si J14 sera en mesure de s'enraciner et de modifier substantiellement les paramètres de l'environnement : en particulier la justice sociale et la souveraineté de l'État-nation israélien qui « occupe » symboliquement les esprits israéliens et palestiniens¹⁶. Déjà, des discussions sont en cours entre l'assemblée et les Généraux de l'institution militaire. C'est là que semble résider en partie la promesse d'un espace démocratique.

¹⁶ Il faut noter ici que des mouvements de révolte (May 15) regroupant différents groupuscules activistes ont vu le jour en Palestine (comme Al Herak Al Shababi Mustakel). Ce sont des mouvements nationalistes mais anti-gouvernementaux qui s'inspirent de la révolte égyptienne. Ils demandent l'unification de la Palestine, la fin de la gouvernance internationale sur la Palestine et sont basés sur une critique radicale du nouvel esprit du libéralisme palestinien (autrement dit de la politique libérale du Premier Ministre palestinien Fayyad et des principes de paix économique). Mais il est impossible d'envisager un rapprochement entre les mouvements israéliens et palestiniens.

Article publié dans lavedesidees.fr le 24 janvier 2012.
© **lavedesidees.fr**